

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Parçay-Meslay, le 14/03/2022

ZA n°2 des Ailes  
25/26, Rue des Ailes  
37210 PARCAY-MESLAY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **INNOVATIVE WATER CARE Europe SAS**

ZI Ouest la Boitardière  
Chemin du Roi - BP 219  
37402 AMBOISE

Références : OR/2022-309

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement INNOVATIVE WATER CARE Europe SAS implanté ZI Ouest la Boitardière Chemin du Roi - BP 219 37402 AMBOISE. L'inspection a été annoncée le 14/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INNOVATIVE WATER CARE Europe SAS
- ZI Ouest la Boitardière Chemin du Roi - BP 219 37402 AMBOISE
- Code AIOT dans GUN : 0010000686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société Innovative Water Care Europe SAS (groupe SOLENIS) est spécialisée dans le stockage, la formulation et la distribution de produits de traitements pour piscine. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2020
- Porter à connaissance en cours

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.5.2-V	/	Sans objet
Étude de Dangers	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 1.8.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage des palettes d'emballage	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 9.1.1	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.2	/	Sans objet
Sirène PPI	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.7.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

### Nom du point de contrôle : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé selon les éléments mentionnés à l'annexe 3 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'état des stocks présente une incohérence pour la quantité indiquée d'hypochlorite de calcium.
<b>Observations :</b> NC11 de la visite d'inspection du 22/09/2020 : Environ 10 tonnes d'hypochlorite de calcium sont stockées au niveau de la zone des expéditions du bâtiment des opérations le 22 septembre 2020 pour une quantité maximale autorisée de 3,6 tonnes. Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure APMED du 23/11/2020 article 1.  Lors de l'inspection, l'état des stocks en date du 02/03/20 a été présenté. Aucun dépassement des quantités autorisées n'a été constaté.  Néanmoins, la quantité d'hypochlorite de calcium indiquée (4,22 tonnes) n'est pas cohérente avec : <ul style="list-style-type: none"><li>- la quantité d'hypochlorite de calcium présente dans le bâtiment hypochlorite (6,7 tonnes),</li><li>- l'absence d'hypochlorite de calcium constatée sur site dans le bâtiment des opérations.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage des palettes d'emballage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité au dossier descriptif du projet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment de stockage d'emballages plastiques où bâtiment administratif, est disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de exploitant déposé le 20 Février 2019. Les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 janvier 2000 applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature sont applicables dès la mise en service de l'installation, à l'exception de celles des articles aménagés suivant les dispositions de l'article 9.1.2 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant tiendra informé l'inspection des installations classées de la mise en place des fanions et des nouvelles consignes de stockage des palettes d'emballages.
<b>Observations :</b> NC1 de la visite d'inspection du 22/09/2020 : Le bâtiment de stockage d'emballages plastiques ou bâtiment administratif n'est pas disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de l'exploitant déposé le 20 février 2019. De nombreuses palettes sont gerbées sur plus de deux niveaux. Le stock ne fait pas l'objet d'un suivi formel. NC2 de la visite d'inspection du 22/09/2020 : Au sein du bâtiment administratif, les emballages plastiques ne sont pas stockés à une distance de 1 mètre minimum du mur ouest. Ces constats ont fait l'objet d'une mise en demeure APMED du 23/11/2020 articles 2 et 3.  L'exploitant a déposé un porté à connaissance à la préfecture d'Indre-et-Loire le 4 mai 2021 relatif à une demande de modification des conditions d'exploitation du stockage d'emballages afin de stocker jusqu'à une hauteur de 4 mètres au lieu des 2 niveaux actuellement autorisés. Par courrier du 20/01/22, la préfecture d'Indre-et-Loire a indiqué à l'exploitant qu'au vu des éléments apporté, cela ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement. Ainsi les conditions de stockage des palettes d'emballages dans le bâtiment administratif à respecter sont celles décrites dans le porter à connaissance.  La hauteur maximale de stockage sera matérialisée par des fanions, qui n'ont pas encore été installés lors de la visite d'inspection. Les anciennes consignes sont donc toujours appliquées jusqu'à mise en place de ces repères visuels.  Il a bien été constaté sur site l'organisation des stockages conformément aux volumes autorisés, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- une distance de 4,4 mètres entre le stockage et la façade Est,</li><li>- une distance de 1 mètre entre le stockage et le mur Ouest,</li><li>- un stockage au maximum sur 2 niveaux.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bassin de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.5.2-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette

capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 510 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

La fosse de collecte dite « fosse laboratoires » des eaux industrielles de 6 m<sup>3</sup>, présente sur le site des opérations, ne peut pas être considérée comme un bassin de confinement.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 1 880 m<sup>3</sup>, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.

Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

**Constats :** L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le DOE relatif à la construction du bassin de rétention.

De plus, il mettra en place une identification de la vanne d'isolement et il assurera une surveillance du mouvement de terrain observé au niveau de l'entrée du bassin.

Il est également rappelé à l'exploitant que l'entretien du séparateur à hydrocarbure doit être réalisé avant le 10/05/2022.

**Observations :** NC4 de la visite d'inspection du 22/09/2020 : Le bassin de confinement d'une capacité minimum de 1 510 m<sup>3</sup> n'a pas été réalisé.

Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure APMED du 23/11/2020 article 4.

L'exploitant a envoyé un porté à connaissance à la préfecture d'Indre-et-Loire le 5 janvier 2021 relatif à la construction d'un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie et des eaux polluées.

Le procès-verbal de réception en date du 10/05/2021 a été présenté lors de l'inspection.

Il est fait état de trois réserves non-bloquantes dont la présence d'un mouvement de terrain au niveau de l'entrée du bassin, ce qui a été constaté lors de l'inspection et devra faire l'objet d'une surveillance.

Afin de justifier les dimensions du bassin, l'exploitant transmettra le DOE à l'inspection des installations classées.

Lors de l'inspection, un test concluant de la vanne d'isolement a été réalisé. Cette vanne n'est pas identifiée, un panneau signalétique devra être mis en place.

Il est également rappelé à l'exploitant que l'entretien du séparateur à hydrocarbure doit être réalisé avant le 10/05/2022, soit un an après la mise en service.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entretien des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Extincteur - Annuelle

Robinets d'incendie armés (RIA) - Annuelle

Installation de détection incendie - Semestrielle

Installations de désenfumage - Annuelle

Portes coupe-feu - Annuelle

**Constats :** Conforme.

**Observations :** Les documents suivants relatif à l'entretien des moyens d'intervention pour le bâtiment hypochlorite ont été présentés lors de l'inspection :

- compte-rendu de maintenance préventive réalisé par la société DEF en date du 28/10/21
- compte-rendu de maintenance préventive réalisé par la société DEF en date du 16/03/2021
- rapport de vérification des extincteurs réalisé par la société ABC Protection Incendie en date du 16/04/2021
- rapport de vérification du désenfumage réalisé par la société ABC Protection Incendie en date du 16/04/2021  
( Contrôle interne désenfumage le 27/10/21)
- rapport de vérification des portes coupe-feu réalisé par la société ABC Protection Incendie en date du 16/04/2021  
( Contrôle interne portes coupe-feu le 08/11/21)

La société ABC Protection Incendie a réalisé les vérifications fin février 2022, les rapports n'avait pas encore été transmis lors de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Étude de Dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 1.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Conformément à l'article R.512-9.IIT du code de l'environnement, l'étude de dangers est réexaminée et, si nécessaire, mise à jour au plus tard le 7 novembre 2021. Le cas échéant, l'étude de dangers mise à jour est transmise en triple exemplaire au Préfet d'Indre-et-Loire
<b>Constats :</b> L'exploitant mettra à jour l'étude de danger avec les nouvelles consignes de stockage des palettes d'emballage.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis la nouvelle version de l'étude de dangers le 5 novembre 2021. Un avenant à cette étude de dangers a été envoyé le 25 novembre 2021.  L'étude de dangers transmise ne prend pas en compte les nouvelles conditions de stockage des palettes d'emballage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Sirène PPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 8.8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sirène PPI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention. Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement. Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur. Les sirènes ainsi que les signaux d'alerte et de fin d'alerte répondent aux caractéristiques techniques définies par le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et par l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la sirène dans un bon état d'entretien et de fonctionnement. En liaison avec le service interministériel de défense et de protection civile (BDNPC) et l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à des essais en « vraie grandeur » en vue de tester le bon fonctionnement et la portée du réseau d'alerte.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Observations :</b> Il a été constaté le bon fonctionnement de la sirène PPI du 1er mercredi du mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet